



**L'acheteur :**  
**Ville de Chauffailles**  
7 Place de l'Hôtel de ville  
71170 CHAUFFAILLES

**MARCHE PUBLIC GLOBAL DE PERFORMANCE**

## **Règlement d'appel public à la Candidature**

**(phase Candidatures)**

**CONCEPTION, REALISATION,  
EXPLOITATION ET MAINTENANCE  
D'UN RESEAU DE CHALEUR BOIS  
SUR LA COMMUNE DE CHAUFFAILLES**

***Date limite de remise des candidatures :  
7 JUILLET 2025 à 12h00***

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : CONTEXTE, OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.0 - CONTEXTE	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	4
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	5
<b>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>6</b>
2.1 - DELAIS D'EXECUTION	6
2.2 - DUREE DU MARCHE	6
2.3 - TRANCHE OPTIONNELLE	6
2.4 - VARIANTES	6
2.5 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	7
2.6 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	8
2.7 – CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	8
2.8 - VISITE SUR SITE	9
<b>ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>9</b>
3.1. DEMANDE DE DOSSIER DE CONSULTATION « PAPIER » NON AUTORISEE	10
3.2. DEMANDE DE DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE	10
<b>ARTICLE 4 : PRESENTATION DES OFFRES</b>	<b>11</b>
4.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE	11
4.2 – SOUS-TRAITANCE	13
4.3 - RECUPERATION DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS PAR L'ACHETEUR	13
4.4 - VERIFICATION DES INFORMATIONS RELATIVES A LA CANDIDATURE AVANT L'ENVOI DE L'INVITATION A SOUMISSIONNER	14
<b>ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>15</b>
5.1 - COMPOSITION DU JURY	15
5.2 - CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES	15
5.2 - CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.4 - SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	15
<b>ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</b>	<b>19</b>
6.1. REMISE DES PLIS SOUS FORMAT PAPIER	19
6.2. REMISE DES PLIS PAR TRANSMISSION ELECTRONIQUE	19
<b>ARTICLE 7 : PRIME</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 8 : SIGNATURE ELECTRONIQUE</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>22</b>
9.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	22
9.2 - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	22
9.3 - ABANDON DE LA PROCEDURE	22
9.4. VOIES ET DELAIS DE RECOURS	23

## Règlement d'appel public à la Candidature

### Article 1 : Contexte, objet et étendue de la consultation

#### 1.0 - Contexte

Dans le cadre de ses compétences en matière de création de chaufferie bois et de réseau de chaleur, compte tenu de ses ambitions en matière de transition énergétique, et suite à l'étude de faisabilité qui a souligné la pertinence technique, économique et environnementale du projet, la ville de Chauffailles décide de poursuivre après délibération du conseil municipal en date du 15 mai 2025 la création d'un réseau de chaleur sur la commune de Chauffailles.

Ce projet de réseau de chaleur :

- doit répondre à des besoins exprimés de l'ordre de 3 800 MWh/an (logements sociaux, établissements scolaires et sportifs, bâtiments communaux et intercommunaux, établissements de santé, logements de particuliers)
- comprendre la création d'une chaufferie biomasse et appoint/secours gaz, ainsi que l'aménagement d'un réseau de chaleur d'environ 3 800 m

La commune de Chauffailles, en sa qualité de maître d'ouvrage du futur réseau de chaleur, a confié au cabinet épos, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage technique pour la mise en œuvre de ce projet.

La commune de Chauffailles souhaite à présent consulter les entreprises sous la forme d'un marché global de performance pour la conception, la réalisation et l'exploitation maintenance de cette chaufferie bois et son réseau de chaleur.

#### 1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne :

La conception, la réalisation, et l'exploitation maintenance d'un réseau de chaleur bois énergie, de sa chaufferie bois (+ appoint gaz), des sous stations, leur système de gestion technique centralisée.

#### **Lieu(x) d'exécution : Commune de Chauffailles, impasse Bourg Ouest**

Il s'agit d'un marché public global de performances associant conception, réalisation, et exploitation maintenance passé selon la procédure avec négociation, et comprenant une partie de prestations à prix global et forfaitaire (Partie A) et une partie de prestations à bons de commande (Partie B).

- Le présent marché comprend une **partie de prestations à prix global et forfaitaire** (missions dénommées **Partie A** dans les pièces du marché) :

**Conception, construction puis exploitation-maintenance, dans une démarche d'amélioration continue de la performance, d'un réseau de chaleur bois énergie avec secours**, desservant – pour leurs besoins de chauffage et, pour certains, d'ECS - des bâtiments (existants) ; (voir programme et liste des bâtiments annexe 1 et 2 du CCTP).

- Le présent marché comprend en outre une **partie de prestations sous forme d'accord-cadre mono attributaire à bons de commande** (missions dénommées **Partie B** dans les pièces du marché), sans minimum et **avec un montant maximum fixé à 500 000 € HT** sur la durée globale du marché :
  - Conception, réalisation et exploitation-maintenance, durant la durée du marché, d'extensions du réseau de chaleur (dont sous stations au sein des bâtiments futurs)

abonnés) sur la base d'un bordereau de prix unitaires.

### 1.2 - Etendue de la consultation

La présente consultation est une procédure avec négociation (procédure formalisée), soumise aux dispositions des articles R. 2124-3, R.2161-12 et suivants du Code de la Commande publique (ci-après « CCP »).

#### Motifs du recours à la procédure avec négociation :

Le choix du recours à la procédure avec négociation est justifié par le fait que le marché comporte des prestations de conception.

### 1.3 - Décomposition de la consultation

Il est recouru à un marché public global de performances associant la conception-réalisation et l'exploitation maintenance d'un réseau de chaleur (art. L.2171-3 et art. R.2171-2 et R. 2171-3 du CCP).

En application de l'article L.2171-1 du CCP, le présent marché déroge à l'obligation d'allotissement.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le marché prévoit des engagements contractuels sur des objectifs de performances énergétiques, environnementales et de qualité de service.

Il n'est pas prévu de tranche optionnelle.

### 1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, et s'agissant d'un marché public global comprenant des objectifs élevés de performance et liés entre eux, dont l'atteinte nécessite une conception fine de l'ensemble des équipements du projet (réseau de chaleur, sous stations et organes de régulation) mais aussi une parfaite cohérence et adéquation entre eux, la forme souhaitée par la commune de Chauffailles est un **groupement conjoint avec mandataire solidaire** : le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la commune de Chauffailles.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de la commune de Chauffailles tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Les candidats doivent des compétences pluridisciplinaires. Les candidats doivent rassembler les compétences nécessaires à l'exécution du marché, avec une compétence spécifique dans les domaines suivants :

- 1) Compétence technique de conception de chaufferie bois et gaz,
- 2) Compétence technique de conception VRD et réseau de chaleur (Terrassement, Génie civil, système bois énergie, hydraulique et électricité),

- 3) Compétence architecturale, détenue par un architecte, qui aura en charge la réalisation du dossier de permis de construire,
- 4) Compétence constructeur de chaufferie bois et gaz,
- 5) Compétence constructeur VRD et de réseau de chaleur (Terrassement, Génie civil, système bois énergie, hydraulique et électricité),
- 6) Compétence exploitation de chaufferies bois et gaz et de réseau de chaleur,
- 7) Ingénierie ou architecte en pilotage de travaux et opérations de réception.

**En cas de groupement, le mandataire désigné sera, obligatoirement, l'opérateur chargé de l'exploitation, entretien maintenance.**

**L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'absence de l'une des compétences demandées ci-dessus entraînera le rejet de la candidature.**

**L'absence de la compétence architecturale dans le groupement impliquera l'irrecevabilité de la candidature. Par ailleurs, l'architecte doit être indépendant de l'entreprise générale. Enfin, l'article 37 du décret du 80-217 du 20 mars 1980 portant code des devoirs professionnels des architectes interdit la sous-traitance du projet architectural.**

Parmi les conditions d'exécution d'un marché public global, figure l'obligation d'identifier une équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation (art. L.2171-7 du CCP) et un directeur d'exécution.

La mission confiée à l'équipe de maîtrise d'œuvre identifiée dans le marché public global comprend, au minimum, y compris pour les parties de réseaux de chaleur (tranchées et pose des canalisations), génie civil, terrassement, génie thermique, électrique et régulation :

- 1° Les études d'avant-projet définitif, dont PC chaufferie ;
- 2° Les études de projet ;
- 3° Les études d'exécution ;
- 4° Le suivi de la réalisation des travaux ;
- 5° L'assistance au maître d'ouvrage aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Sauf pour la conception architecturale du local abritant la chaufferie centrale qui devra être réalisée par un architecte inscrit à l'ordre des architectes français ou équivalent reconnu en application de la Directive Européenne 85.384 CE du 10 juin 1985, l'équipe de maîtrise d'œuvre peut être assurée par un/des bureau(x) d'études ou être intégrée par les entreprises en charge de la conception et réalisation du réseau de chaleur, du génie thermique et électricité, si elles disposent de bureaux d'études internes. Il sera alors détaillé les organisations, compétences et les CV.

### 1.5 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>
Travaux de construction de centrales de chauffage urbain. (452512508)
Travaux de construction de réseaux de chauffage urbain (452321405)
Chauffage urbain. (093230009)
Services de conception des systèmes de chauffage. (713212006)
Services de réparation et d'entretien de chauffage central (50720000)

## Article 2 : Conditions de la consultation

### 2.1 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution sur lesquels le candidat s'engage, sont fixés à l'acte d'engagement.

### 2.2 - Durée du marché

**Le Marché a une durée ferme de 5 ans à compter de sa notification au titulaire.**

Le marché peut être reconduit 1 (une) fois, pour les prestations d'exploitation-maintenance, pour une période de 1 (un) an, sans que la durée totale du marché puisse excéder 6 ans (72 mois) (reconduction comprise).

La décision de reconduire le marché est notifiée par écrit au titulaire en respectant un préavis minimal de 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Si la commune de Chauffailles décide de reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

Si la commune de Chauffailles décide de ne pas reconduire le marché, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité ou compensation.

### 2.3 - Tranche optionnelle

Sans objet

### 2.4 - Variantes

Il n'est pas prévu de variante exigée à l'initiative de la commune de Chauffailles.

#### **Variante autorisée :**

**Une seule variante, à l'initiative des candidats, est autorisée**, qui peut porter sur les points suivants de la conception-construction des ouvrages (tel qu'indiqué et précisé dans le CCTP), étant entendu que les soumissionnaires devront de remettre une « offre de base » conforme (hors variante) à partir des données, cadres et contraintes formulées dans les documents de consultation :

- besoins par abonné,
- tracé du réseau de chaleur,
- principe fonctionnel et de fonctionnement de la production et distribution de chaleur en saison de chauffe, et en période estivale (branches réseau fermées, modes de production et distribution de chaleur) ;
- solution technique innovante utile à l'optimisation du fonctionnement de la production ou de la distribution de la chaleur.
- formule de révision des travaux
- modalités de variation du prix sur le P1, P2 et P3.

Les avantages éventuels de la variante sur des points particuliers (niveau de qualité, dépenses d'investissement, dépenses d'entretien ou de fonctionnement, incidence écologique, efficacité énergétique, opportunité technique), seront mis en évidence par le candidat avec toutes les justifications utiles.

Dans le cas où le soumissionnaire propose une solution variante autorisée, il lui sera demandé de présenter un sous-dossier annexé au projet de marché, explicitant les caractéristiques techniques de la proposition et qui devra comprendre les pièces de l'offre prévues au Règlement de la Consultation (le RC – Phase offre - sera transmis aux candidats sélectionnés admis à présenter une offre).

Le sous-dossier technique relatif à la solution variante comportera un mémoire descriptif et justificatif et, en plus, une note comparative des diverses propositions présentées, faisant clairement ressortir les avantages et les inconvénients de la solution variante par rapport à la solution de base : niveau de qualité, dépenses d'investissement, dépenses de fonctionnement et d'entretien..., avec toutes justifications utiles.

Ne peuvent pas faire l'objet de variante, les éléments du programme suivants :

- Durée totale du marché ;
- Système de combustion de bois énergie ;
- Relèvement des valeurs limites d'émissions atmosphériques ;
- Abaissement du taux mensuel et annuel de plaquettes forestières dans le combustible bois ;
- Les niveaux de performances minimums exigés dans les documents de marché ;
- Parcelle d'implantation de la chaufferie à construire ;
- Bâtiments desservis par le réseau de chaleur (il n'est pas permis de retirer des bâtiments, le raccordement de tout bâtiment ou abonné supplémentaire sera traité en partie B du marché) ;
- Fréquence de mise à jour et transmission à la commune de Chauffailles des indicateurs de performance spécifiés dans les documents constitutifs du dossier de consultation ;
- La nature des pénalités et leur montant ;
- La partie des prestations à bons de commande et le BPU ;
- L'obligation d'identifier une équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation ;
- Des conditions d'exécution à caractère environnemental au titre des objectifs de performances engageants à atteindre sur toute la durée du marché, dont le détail est indiqué dans le programme fonctionnel et le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Formule d'actualisation des prix des études de conception ;
- Mise en service du réseau de chaleur en septembre 2027.

**Une offre de base conforme aux exigences du cahier des charges doit obligatoirement accompagner la variante proposée** (dans le cas contraire, l'offre sera déclarée irrégulière).

La variante autorisée sera jugée sur la base des mêmes critères et selon les mêmes modalités que les offres de base.

#### 2.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **6 mois** à compter de la date limite de réception des offres finales.

## 2.6 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations, objet du présent marché, seront financées selon les modalités suivantes : Inscription au budget de la régie de Chaleur de la Commune de Chauffailles, crée fin 2025.

Le maître d'ouvrage financera le marché sur les ressources du budget annexe de la régie dédiée, et par d'éventuelles subventions (Feder, fonds chaleur ADEME notamment) ou de financement privé (mécanisme CEE).

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) déclarés et agréés, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

## 2.7 – Conditions particulières d'exécution

**2.7.1 Cette consultation comporte l'obligation d'identifier une équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation**

**2.7.2 Cette consultation comporte des conditions d'exécution au titre des objectifs de performances engageants à atteindre** sur toute la durée du marché, dont le détail est indiqué dans le programme fonctionnel et le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Le respect des seuils minimums est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Le titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations et sur toute la durée du marché.

**2.7.3 Conformément à l'article L.2171-8 du Code de la commande publique, cette consultation comporte des conditions d'exécution en matière d'engagement de la part du titulaire de confier une part minimale d'exécution du marché, à des PME ou artisans.**

Conformément à l'article L.2171-8 du Code de la commande publique, le marché global prévoit la part minimale de l'exécution du contrat que le titulaire s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans.

Si le titulaire d'un marché global n'est pas lui-même une petite ou moyenne entreprise ou un artisan, la part minimale qu'il s'engage à confier, directement ou indirectement, à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans, en application de l'article L. 2171-8, ne peut être inférieure à 10 % du montant prévisionnel du marché, sauf lorsque la structure économique du secteur concerné ne le permet pas.

Parmi les critères d'attribution de ce marché public global, l'acheteur tient compte de la part d'exécution du marché que le soumissionnaire s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans.

**2.7.4 Cette consultation ne comporte pas de conditions d'exécution en matière d'insertion sociale par l'économie pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion.**



## 2.8 - Visite sur site

La visite du site pour la remise des offres sera prévue en phase « offre ».

Avant de remettre leur offre, les entreprises candidates doivent se rendre sur place pour apprécier l'importance des travaux à réaliser ainsi que la disposition des lieux et de toutes sujétions d'exécution que peut comporter l'opération envisagée. En aucun cas, elles ne peuvent invoquer la méconnaissance du site et des détails à réaliser pour justifier une erreur ou une omission dans leur proposition de prix.

La date prévisionnelle de la visite commune du site est prévue **le jeudi 17 juillet 2025 à 09h00 (point de RDV : site de la future chaufferie centrale)** en présence de l'assistant à maîtrise d'ouvrage et du maître d'ouvrage.

Les modalités d'organisation de la visite seront précisées dans le Règlement de Consultation / Phase « offre ».

### **Article 3 : Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le Présent Règlement d'Appel Public à Candidature (RAPC) organisant la présentation et le dépôt des candidatures ;
- Le règlement de consultation (R.C.), organisant le dépôt des offres (*sera transmis ultérieurement, aux candidats sélectionnés admis à soumissionner*) ;
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes (*les annexes à l'acte d'engagement seront transmises ultérieurement, aux candidats sélectionnés admis à soumissionner*) :
  - la décomposition des prix pour le réseau de chaleur, les sous-stations et la chaufferie (Partie A), qui sera contractuelle,
    - *les CEE seront valorisés par le maître d'ouvrage*
  - le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) Partie B, qui sera contractuel,
  - Le Bordereaux Récapitulatif des Prix (BRP), qui sera contractuel,
  - Le détail quantitatif estimatif (DQE) pour la partie B raccordements de bâtiments supplémentaires, qui ne sera pas contractuel ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)  
Dont les annexes suivantes
  - Programme synthétique
  - Liste des bâtiments à raccorder et données
  - Réseaux existants DT
  - Diagnostic environnemental initial du site de la chaufferie
  - Calendrier prévisionnel initial cadre établi par le maître d'ouvrage*Seront transmises ultérieurement, aux candidats sélectionnés admis à soumissionner, les annexes suivantes :*
  - L'étude géotechnique sur la parcelle chaufferie
  - Les relevés topographiques
  - L'étude acoustique initiale
- Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)

En application de l'article R.3132-2 du CCP, les pièces nécessaires à la consultation des opérateurs économiques au marché leur sont remises gratuitement.

### 3.1. Demande de dossier de consultation « papier » non autorisée

Les échanges d'informations sont effectués par des moyens de communication électronique.

Le retrait du dossier de consultation sous format papier n'est pas autorisé.

### 3.2. Demande de dossier de consultation par voie électronique

Le dossier de consultation peut être retiré par voie électronique à l'adresse Internet suivante :

<https://marches.ternum-bfc.fr>

Les candidats devront s'authentifier sur le site et notamment indiquer les adresses courriels électroniques permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Ce site est d'accès libre, direct et complet.

Afin qu'ils puissent être destinataires des modifications et précisions apportées éventuellement aux documents de la consultation, les opérateurs économiques s'identifient dans les conditions prévues par le site précité.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

L'opérateur économique procédant à une demande de transmission du dossier de consultation par voie électronique est réputé avoir accepté l'utilisation d'un procédé électronique pour l'accomplissement des échanges nécessaires à la procédure objet du présent règlement de la consultation.

L'acheteur attire donc l'attention des opérateurs économiques sur le soin particulier qu'ils doivent consentir, lors du retrait du dossier de consultation par voie dématérialisée, à leur identification sur le profil d'acheteur.

En particulier, le renseignement d'une adresse électronique opérante est nécessaire au déroulement de la procédure. Le caractère opérant de l'adresse électronique est constitué des 3 conditions cumulatives suivantes :

- l'adresse électronique est correctement saisie dans le formulaire dédié du profil d'acheteur,
- la consultation de la boîte de réception afférente à l'adresse électronique est effectuée par une ou plusieurs personnes physiques diligentes faisant partie de l'organisation de l'opérateur économique dédiée au traitement de la procédure de marché public,
- la boîte de réception afférente à l'adresse électronique est quotidiennement consultée.

Seule fait foi l'adresse électronique libellée dans le registre de retrait des dossiers de consultation généré par le profil d'acheteur (émanant de la saisie informatique de l'opérateur économique dans le formulaire dédié du profil d'acheteur). Cette adresse électronique conditionne l'effectivité des échanges intervenant entre l'acheteur et l'opérateur économique.

En l'absence de saisie d'une adresse électronique opérante, l'opérateur économique ne pourra se prévaloir à l'encontre de l'acheteur d'un défaut d'information ou d'un défaut de formalité requise et des conséquences en résultant.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation si notamment, lors de la transmission électronique sur la plateforme de dématérialisation, une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de l'adresse électronique ou une indisponibilité de celle-ci l'empêchait de déposer son pli dans les délais impartis.

Le candidat est également informé que la transmission des offres par courrier électronique n'est pas autorisée.

Toutes les modifications apportées à la consultation seront portées à la connaissance des candidats via la plateforme de dématérialisation des marchés publics par alerte aux adresses électroniques indiquées lors du retrait électronique du dossier de consultation.

L'acheteur ne pourra être tenu responsable de la non-consultation par le candidat de sa messagerie électronique

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures ou des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### Article 4 : Présentation des offres

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les candidatures ou les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

##### 4.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui. Il peut également utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter sa candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur les sites [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) et <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

#### **Pièces de la candidature :**

##### Situation juridique :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels :

LIBELLE	SIGNATURE ELECTRONIQUE
- Lettre de candidature utilisant ou non l'imprimé type DC1 ou DUME rédigé en français	OUI
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande publique concernant les interdictions de soumissionner, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (modèle joint en annexe 2 du présent RAPC)	OUI
- Documents attestant des pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat	OUI
- Si l'entreprise est en redressement judiciaire, copie du jugement ou des jugements prononcés à cet effet.	OUI

##### Capacité économique et financière

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

LIBELLE	SIGNATURE ELECTRONIQUE
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant des prestations similaires, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ;	OUI
- Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;	OUI

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Référence professionnelle et capacité technique

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

LIBELLE	SIGNATURE ELECTRONIQUE
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;	OUI
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché	OUI
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature	OUI
- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années dans le domaine objet du présent marché, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;	OUI
- Liste des principaux des services exécutés au cours des trois dernières années dans le domaine objet du présent marché, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;	OUI
- Les certificats de qualifications professionnelles ( <b>notamment RGE 20.08 ou équivalent sur la conception et les travaux liés au système bois énergie</b> ) ; la preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate	OUI

En cas de groupement, chaque cotraitant remet l'ensemble des éléments de la candidature, à l'exception de la lettre de candidature.

Il est précisé que l'appréciation des capacités d'un opérateur économique et de son/ses sous-traitants(s) est globale. Ainsi, il n'est pas exigé que chaque opérateur ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par la commune de Chauffailles. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**NOTA :** Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces visées ci-

dessus sont manquantes ou incomplètes, la commune de Chauffailles peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai qui ne saurait être supérieur à 7 jours calendaires.

#### **Pièces de l'offre (seconde phase ultérieure) :**

La commune de Chauffailles invitera simultanément et par écrit les candidats admis à présenter une offre.

L'invitation comprend au minimum les informations suivantes (R.C. Phase « offre ») :

- 1° La référence de l'avis d'appel à la concurrence publié ;
- 2° La date limite de réception des offres, l'adresse à laquelle les offres doivent être transmises et la ou les langues autorisées pour leur présentation ;
- 3° La liste des documents à fournir ;
- 4° La pondération des critères d'attribution du marché public ;
- 5° L'adresse du profil d'acheteur sur lequel les documents de la consultation sont mis à disposition des candidats ;
- 6° Modalités d'organisation d'une visite : Date prévisionnelle de la visite : **jeudi 17 juillet 2025 à 9h00.**

Date d'envoi estimée des invitations à participer aux candidats sélectionnés : **jeudi 10 juillet 2025**

#### **4.2 – Sous-traitance**

Conformément à l'article R.2193-1 du CCP, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition.

Le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Pour satisfaire aux obligations susmentionnées, l'entreprise qui envisage dès le dépôt de son offre ou de sa proposition, de sous-traiter une partie de sa prestation

- complètera utilement la déclaration de sous-traitance ;
- et joindra, pour chaque sous-traitant, l'ensemble des pièces relatives à la candidature (documents, attestations et renseignements réclamés aux candidats), tels que figurant aux articles 4.1 du Règlement d'appel public à candidature (Documents à produire).

Lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l'acheteur met en œuvre les dispositions de l'article R.2152-3 du CCP.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

#### **4.3 - Récupération des documents justificatifs par l'acheteur**

Conformément à l'article R.2143-13 du CCP, les candidats ne sont pas tenus de fournir les

documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

**L'identification de ces systèmes et des informations associées seront mentionnées par le candidat dans une note distincte et claire.**

#### 4.4 - Vérification des informations relatives à la candidature avant l'envoi de l'invitation à soumissionner

Aux termes de l'article R. 2144-5 du CCP, lorsque l'acheteur limite le nombre de candidats admis à poursuivre la procédure, les vérifications mentionnées aux articles R. 2144-1, R. 2144-3 et R. 2144-4 interviennent au plus tard avant l'envoi de l'invitation à soumissionner ou à participer au dialogue.

Dans ces conditions, la vérification des informations figurant dans la candidature sera effectuée par la commune de Chauffailles au plus tard avant l'envoi de l'invitation à soumissionner.

Pour les candidats constitués en groupement, il est précisé que les documents demandés ci-dessus devront être produits par chacun des membres du groupement (sauf lettre de candidature DC1 ou équivalent).

Si un candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Par ailleurs, l'acheteur attire l'attention des candidats sur le fait qu'un candidat se livrant à de fausses déclarations encourt les peines prévues par l'article 441-1 du code pénal, pour faux ou usage de faux.

A ce titre, avant l'envoi de l'invitation à soumissionner, il sera demandé aux candidats de remettre dans le délai fixé par la commune de Chauffailles, les justificatifs et moyens de preuve suivants, justifiant qu'ils n'entrent dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdictions de soumissionner mentionnés au L.2141-2 du CCP :
  - o Certificat attestant la souscription des déclarations et le paiement de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés, de la taxe sur la valeur ajoutée, délivré par l'administration fiscale dont relève l'opérateur ;
  - o Certificat attestant que l'opérateur s'acquitte du versement régulier des cotisations légales de congés payés et de chômage intempérie délivré par les caisses qui assurent ce service pour l'opérateur
- Attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (vérification de son authenticité par l'acheteur auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale) (D.8822-5-1° C.trav).
- R2143-9 CCP : Son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou

administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion (art. 2143-9 CCP).

- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail (Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés lorsque le candidat est établi en France ; un document mentionnant le numéro individuel d'identification du candidat lorsqu'il est situé à l'étranger ; Document attestant de la régularité de la situation sociale du candidat situé à l'étranger ; une copie de la déclaration de détachement transmise à la DIRECCTE en cas de détachement de salariés ; la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail);
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés.
- Procès-verbal du comité social et économique relatif à la santé, la sécurité et les conditions de travail au sein de l'entreprise prévu par l'article L. 2312-27 du code du travail (entreprises d'au moins 11 salariés, dès lors que le comité social économique a été mis en place, celui-ci devant l'être, en principe, au plus tard le 31 décembre 2019) ;
- Les attestations d'assurance.

En application des dispositions de l'article R.2143-10 du CCP, lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-9, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

**Afin de faciliter les démarches de vérification des cas d'exclusion, les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, remettre ces éléments au stade du dépôt de leur candidature.**

En cas de non-présentation de tout ou partie des documents figurant ci-dessus, le candidat verra sa candidature rejetée au profit de la candidature arrivée après lui, et ainsi de suite.

## Article 5 : Sélection des candidatures et Jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

### 5.1 - Composition du jury

Sans objet.

### 5.2 - Critères de jugement des candidatures

**Le nombre de candidatures admises à soumissionner est fixé à 3.**

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<b>Critère 1 – Qualités technique et constructive :</b> Ce critère a pour objet d'apprécier les solutions techniques et principes fonctionnels choisis pour la production et la distribution de chaleur (chaufferie centrale, appoints et régulation). <i>Sous-Critère 1 : Qualité de l'intégration architecturale des bâtiments &amp; intégration paysagère . -----</i>	<b>25 %</b>       <b>5 %</b>
--	---

<i>Sous-Critère 2 : Cohérence des principes fonctionnels et dimensionnements au regard des objectifs de performance : -----</i>		<b>9 %</b>
Dimensionnement de la production bois		4 %
Dimensionnement du stockage bois et dessilage		2 %
Qualité et fonctionnalité du schéma hydraulique et de la régulation (en saison de chauffe et estivale)		3 %
<i>Sous-Critère 3 : Qualité, durabilité, compatibilité et évolutivité vers une autre ressource biomasse des équipements proposés : -----</i>		<b>6 %</b>
Chaudière		2 %
Dessilage, convoyage		2%
Accessoires, hydraulique		1%
Régulation, GTC		1%
<i>Sous-Critère 4 : Fonctionnalité et accès des systèmes implantés en chaufferie, facilité de maintenance -----</i>		<b>5 %</b>



<p><b>Critère 2 - Performance environnementale du projet :</b></p> <p><i>Sous-critère 1 : Taux de couverture ENR&amp;R et rendement moyens (annuels et estivaux) : -----3%</i></p> <p><i>Sous critère 2 : Systèmes de traitement des fumées : qualité et évolutivité des solutions proposées et cohérence au regard des objectifs fixés, systèmes de mesures et alertes mis en œuvre : ----- 4 %</i></p> <p><i>Sous-critère 3 : Qualité, précision et garanties du plan d'approvisionnement ENR proposé (origine, transparence, type de produit, pérennité des sources d'approvisionnement, valorisation des cendres) : -----4 %</i></p>	<p><b>11%</b></p>
<p><b>Critère 3 - Planning et Méthodologie</b></p> <p><i>Sous-critère 1 : Optimisation des délais d'exécution : planning et cohérence des délais proposés</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de conception ----- 2 %</li> <li>• de réalisation ----- 2 %</li> </ul> <p><i>Sous-critère 2 : Organisation du groupement et répartition des missions sur la phase conception, la phase réalisation ----- 3%</i></p> <p><i>Sous-critères 3 : moyens humains et matériels sur la phase conception, la phase réalisation ----- 2 %</i></p>	<p><b>9%</b></p>
<p><b>Critère 4 - Performance de niveau de qualité de service :</b></p> <p><i>Sous-critère 1 : Engagements et moyens mis en œuvre en matière de communication et d'échanges avec le maître d'ouvrage et les abonnés et envers les tiers (dimension pédagogique et sensibilité du projet) : ----- 2 %</i></p> <p style="margin-left: 40px;">En phase conception et travaux 1%</p> <p style="margin-left: 40px;">En phase exploitation 1%</p> <p><i>Sous critère 2 : Niveau de qualité d'exploitation maintenance : -----10%</i></p> <p style="margin-left: 40px;">Qualité et cohérence des méthodologies et moyens proposés 2 %</p> <p style="margin-left: 40px;">Qualité, compatibilité et évolutivité de l'interface GTC 1 %</p> <p style="margin-left: 40px;">Engagements et moyens sur délais d'intervention 2 %</p> <p style="margin-left: 40px;">Engagement et moyens sur nombre d'interruption du service partiel ou total 2%</p> <p style="margin-left: 40px;">Qualité et fréquence des contrôles et mesures 2 %</p> <p style="margin-left: 40px;">Méthodes d'auto-contrôle proposées (qualité du bois, respects performances énergétiques et environnementales) 1 %</p>	<p><b>12%</b></p>

<b>Critère 5 - Part minimale d'exécution du contrat confiée, directement ou indirectement, à des PME / Artisans</b> Ce sous-critère a pour objet de mesurer la part du contrat que le soumissionnaire s'engage à confier à des PME / Artisans, conformément à la Loi d'accélération et de simplification de l'action publique	1%
<b>Critère 6 - Démarche environnementale et sociétale des candidats (RSE)</b> Ce critère a pour objet de mesurer l'implication des entreprises dans cette démarche <u>en lien avec le projet</u> . Les thématiques suivantes peuvent être abordées à titre d'exemple : déplacement des collaborateurs-trices, formation continue des salarié-es, partenariat avec les communautés locales, produits issus de ressources durables, actions en faveur du respect de la biodiversité (proximité immédiate d'une rivière),	2%
<b>Critère 7 – Coût global de l'offre :</b> d'après Bordereau récapitulatif des Prix (partie A et B, et exploitation maintenance) sur la durée globale du marché (compris potentiel de reconductions)	40 %

**La note globale du candidat sera donc obtenue de la manière suivante :**

note affectée au critère "coût global de l'offre" x 40%  
 + note affectée au critère "Qualité technique et constructive" x 25%  
 + note affectée au critère "Performance de niveau de qualité de service" x 12%  
 + note affectée au critère "Performance environnementale" x 11 %  
 + note affectée au critère « délais d'exécution » x 9%  
 + note affectée au critère « Démarche environnementale et sociétale » x 2%  
 + note affectée au critère « Part minimale confiée à des PME/Artisans » x 1%

**- Critère coût global de l'offre :**

La note de chaque candidat est calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note} = \text{NoteMax} \times (\text{PrixMin}/\text{Prix})$$

L'offre ayant le prix le moins élevé se voyant attribuer la note maximum, soit la note de 40.

Avec :

Prix : prix de l'offre en €HT tel qu'établi dans le Bordereau récapitulatif des Prix (BRP) (partie A et B, et exploitation maintenance) sur la durée du marché.

PrixMin : prix de l'offre la moins chère

**- Pour les autres critères :**

Chaque sous-critère est noté par application d'un coefficient à la note maximale du sous-critère défini dans le règlement de consultation dépendant de la qualité de l'offre de l'entreprise :

- 0 Réponse manquante
- 0,25 Réponse peu satisfaisante
- 0,5 Réponse assez satisfaisante
- 0,75 Réponse satisfaisante
- 1 Réponse très satisfaisante

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans l'offre d'un candidat, il ne sera tenu compte que des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toutes les offres devront comporter l'ensemble des pièces prévues à l'article 4.1 du présent règlement de consultation. Les offres irrégulières à l'issue de la procédure (offres incomplètes ou ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation) seront écartées.

D'autre part, toute offre méconnaissant la législation en vigueur ou excédant les crédits budgétaires alloués au contrat pourra être régularisée dans le cadre de la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. A l'issue de la négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

#### 5.4 - Suite à donner à la consultation

La commune de Chauffailles a prévu de négocier les offres, mais peut attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation, en ce qu'elle se réserve la possibilité de le faire.

La négociation ne peut porter sur l'objet du marché, ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché, tels que définis dans les documents de la consultation.

Elle portera notamment sur le niveau des objectifs de performance garanti, le plan de contrôle et de vérification de l'atteinte des objectifs et les prix.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats. Les informations données aux candidats ne peuvent être de nature à avantager certains d'entre eux. La commune de Chauffailles ne peut révéler aux autres candidats des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un candidat dans le cadre de la négociation, sans l'accord de celui-ci.

Les modalités de la négociation seront précisées dans l'invitation des candidats sélectionnés à présenter une offre (R.C Phase offre).

### **Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les candidatures et les offres seront rédigées en français. Pour les documents rédigés dans une autre langue que le français, les candidats joindront une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### 6.1. Remise des plis sous format papier

La remise des plis sous format papier n'est pas autorisée.

Une candidature déposée sous format papier sera considérée comme irrégulière et sera rejetée.

#### 6.2. Remise des plis par transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur : <https://marches.ternum-bfc.fr>

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles,

Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des candidatures.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Pour toute précision il convient de se reporter à la documentation suivante : <https://marches.ternumbfc.fr>

De même, une offre présentée sur support électronique (clé USB ou CD-Rom) sera considérée comme irrégulière et sera rejetée.

Par la seule remise d'un pli, l'entreprise confirme son intention de candidater et soumissionner à la consultation et s'engage, si elle est sélectionnée, à déposer une offre.

L'acheteur public précise que les transmissions électroniques doivent être totalement terminées avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le **Niveau 2 étoiles (\*\*) du RGS**. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

**Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.**

Les candidats peuvent adresser une copie de sauvegarde des documents transmis par voie électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli cacheté. Le pli doit comporter la mention « copie de sauvegarde – NE PAS OUVRIR », le nom de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-après.

- Les copies de sauvegarde devront être remises contre récépissé à l'adresse suivante :

**Mairie de Chauffailles  
7 Place de l'Hôtel de ville  
71170 CHAUFFAILLES**

**Horaires d'ouverture Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.**

- ou, si elles sont envoyées par voie postale, devront l'être sous pli recommandé avec accusé de réception à l'adresse ci-dessous :

**Ville de Chauffailles  
7 Place de l'Hôtel de ville  
71170 CHAUFFAILLES**

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission matérielle, doit faire parvenir cette copie de sauvegarde **dans les délais impartis pour la remise des plis**.

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans deux circonstances précises, à savoir :

- 1 - lorsqu'un programme malveillant est détecté par le maître d'ouvrage (virus) dans le pli dématérialisé,  
ou
- 2 - lorsque la candidature ou l'offre n'est pas parvenue aux maîtres d'ouvrage dans les délais de dépôt des candidatures et des offres du fait d'une défaillance du dispositif électronique mis en place par le maître d'ouvrage. Les copies de sauvegarde que le maître d'ouvrage n'aura pas besoin d'ouvrir seront détruites.

#### **Article 7 : Prime**

Un soumissionnaire est un opérateur économique ou groupement d'opérateurs économiques qui présente une offre dans le cadre d'une procédure de passation d'un marché public ;

A l'issue de la consultation, chaque soumissionnaire non retenu ayant remis une offre et des prestations conformes aux documents de la consultation en ayant notamment remis un dossier technique de niveau APD, recevra une prime d'un montant de **8.000 Euros HT** (étant précisé qu'il s'agit d'une prime par soumissionnaire, pour toute proposition confondue : offre de base, variante libre).

Si ce n'est pas le cas, cette indemnité sera réduite ou supprimée :

Suppression de la prime, si l'un au moins des éléments suivants apparaissait au stade de la réception des offres :

- Plis reçus hors délai
- Offres irrégulières
- Offres inappropriées, y compris en cas de recours à un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables

Réduction de la prime si l'un au moins des éléments suivants apparaissait lors de l'analyse des offres

- Offres de qualité insuffisante et imprécisions dans les documents remis : selon le degré d'insuffisance, montant affecté d'un abattement au plus égal à 30%
- Offres restées inacceptables après négociation : montant affecté d'un abattement au plus égal à 50%

Le candidat retenu recevra également la prime, mais elle sera déduite de sa rémunération au titre de son marché.

En cas de candidature sous forme de groupement, elle sera versée au mandataire du groupement. Le mandataire est responsable de la répartition de ce montant au sein de son groupement.

Les plans, dessins, esquisses ou maquettes remis par les soumissionnaires pourront faire l'objet, après la signature du marché, d'expositions publiques ou communications réalisées sous le contrôle de la commune de Chauffailles.

Les soumissionnaires autorisent la commune de Chauffailles à communiquer à des tiers, exposer et reproduire librement, sur quelque support que ce soit, les plans, dessins, esquisses ou maquettes remis dans le cadre de la présente procédure, sous réserve de la mention des noms des architectes les ayant produits.

## **Article 8 : Signature électronique**

Les propositions n'ont pas à être revêtues d'une signature électronique par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire par signature électronique.

## **Article 9 : Renseignements complémentaires**

### 9.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours l'élaboration des candidatures, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours calendaires avant la date remise des candidatures, une demande écrite à la commune de Chauffailles.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré le dossier au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Toutes les communications et tous les échanges d'informations sont OBLIGATOIREMENT effectués par moyens de communication électronique, sur le profil acheteur :

<https://marches.ternum-bfc.fr>

### 9.2 - Documents complémentaires

Les documents complémentaires au cahier des charges sont communiqués au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des plis.

### 9.3 - Abandon de la procédure

La commune de Chauffailles informe les candidats qu'il se réserve le droit de mettre fin à la consultation, à tout moment de la procédure. Dans cette éventualité, aucune indemnisation ne pourra être allouée aux candidats ou soumissionnaires (sous réserve des primes visées à l'article 7 qui seraient attribuées, éventuellement après modulation au vu et en fonction de la qualité de l'offre, dans le respect du droit en vigueur).

De même, les candidats ou soumissionnaires sont informés que, au cours de la présente procédure de consultation des entreprises, en cas de financements extérieurs ou de signature des polices d'abonnement au réseau de chaleur à des niveaux insuffisants ne permettant pas d'obtenir un prix compétitif de l'énergie, la présente procédure pourra être déclarée sans suite. Les candidats sont ainsi informés qu'il ne peut être donné l'assurance sur la réalisation de l'opération. La déclaration sans suite résultant du niveau insuffisant des signatures de police d'abonnement n'ouvre droit à aucune indemnité

compensatrice au candidat (sous réserve des primes visées à l'article 7 qui seraient attribuées aux soumissionnaires, éventuellement après modulation, au vu et en fonction de la qualité de l'offre, et dans le respect du droit en vigueur).

#### 9.4. Voies et délais de recours

##### Renseignements sur les voies et délais de recours :

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

**Tribunal Judiciaire de Macon**

8 rue de la Préfecture

71000 MACON

Téléphone : 03 85 39 92 00

Courriel : [accueil-macon@justice.fr](mailto:accueil-macon@justice.fr)

Référé précontractuel possible devant le Tribunal judiciaire de Macon jusqu'à la signature du marché, dans les conditions posées aux articles 2 et suivants de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009 et les articles 1441-1 et 1441-2 du Code de procédure civile.

Référé contractuel devant le Tribunal judiciaire de MACON dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché au journal officiel de l'union européenne dans les conditions posées aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009 et les articles 1441-1 et 1441-3 du code de procédure civile, sauf à avoir préalablement introduit un référé contractuel. Le délai de 31 jours est porté à six mois à compter de la conclusion du contrat en l'absence de publication d'un avis d'attribution.

##### Organisme chargé des procédures de recours et auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

**Tribunal Judiciaire de Macon**

8 rue de la Préfecture

71000 MACON

Téléphone : 03 85 39 92 00

Courriel : [accueil-macon@justice.fr](mailto:accueil-macon@justice.fr)